



---

## Intercommunalité et TIC

### BAROMETRE 2004

---

Les données présentées ci-dessous sont issues des réponses de 515 communautés à l'enquête nationale annuelle 2004 de l'ADCF. Ce panel est représentatif de la diversité des structures juridiques et des strates de population.

#### I/ Les outils de la société de l'information

##### La messagerie électronique

En 2004, **88 %** des communautés disposent d'un accès internet et d'une messagerie électronique. Ce taux n'était que de 73 % en 2002, soit une progression de 15 points en 24 mois. Les communautés qui ne sont pas encore équipées appartiennent très majoritairement à un sous-groupe constitué d'EPCI dont la population est inférieure à 6000 habitants.

Dans **12 %** des communautés, l'usage de la messagerie est généralisé et chaque agent dispose d'une adresse mail. Dans la grande majorité des cas (88 %), seuls certains agents ou services, notamment administratifs, y ont accès.

##### Le site Internet

Si seules **39 %** des communautés se sont dotées d'un site internet, la progression est tout de même de 12 points en deux ans. Ce taux devrait progresser rapidement puisque **30 %** envisagent de développer leur site prochainement. On pointe ici une différenciation nette entre les groupements urbains (tous équipés à l'exception des créations les plus récentes) et les communautés de communes qui pèsent sur le taux national en raison de leur nombre.

Lorsque le site existe, sa vocation et ses contenus demeurent des plus classiques. Les groupements urbains donnent à leur site une coloration économique renforcée alors que les communautés de communes privilégient logiquement la promotion des activités touristiques et culturelles.

- présentation institutionnelle de l'EPCI et de ses missions - **77,5 %**
- promotion des activités touristiques et culturelles du territoire – **64 %** (EPCI urbains : 50%)
- diffusion d'informations locales – **64 %**
- développement économique - **60%** (EPCI urbains : 88,5%)

##### Intranets et Extranets

Alors que la mise en réseau entre services communautaires et communaux est un enjeu d'efficacité pour les communautés, seules **11 %** d'entre elles disposent à ce jour de ce type d'outils. Ce taux moyen masque de réelles disparités, liées à la taille des groupements (34,5 % au sein des agglos / 8 % au sein des CC).

À ce jour, **21,5 %** des communautés déclarent étudier le déploiement d'un outil de ce type.

Ces Intranets sont généralement ouverts aux communes membres (92 %).

À quoi servent ou serviront ces intranets ?

|  | <b>Projeté</b> | <b>Réalisé</b> |
|--|----------------|----------------|
| Travail collaboratif                                   | 100 %          | 40 %           |
| Partage d'information (agenda, messageries, annuaires) | 98 %           | 76 %           |
| Accès à des ressources documentaires                   | 77 %           | 58 %           |
| Echanges de données financières                        | 77 %           | 27 %           |
| Gestion des équipements communautaires                 | 46 %           | 9 %            |
| Gestion des RH (paie, congés, formation...)            | 23 %           | 9 %            |

### Autres outils et expériences

Les autres outils susceptibles d'être utilisés par les collectivités connaissent encore une audience modérée. Les SIG sont les plus significatifs avec un taux de pénétration de **22 %**.

S'agissant des expérimentations en termes de mise en réseau ou d'administration électronique, elles demeurent confidentielles :

- dématérialisation des marchés publics – **8 %**
- mise en réseau d'équipements publics – **6 %**
- mise en réseau des acteurs du tourisme – **6 %**
- e-administration – **3 %**
- visioconférence - **1,5 %**
- e-démocratie locale - **0,6 %**

## II/ Le développement des usages

### Actions en faveur du développement du haut débit

**19 %** des communautés déclarent œuvrer au développement du haut débit. L'action prend une nouvelle fois des formes différenciées en fonction de la nature des groupements

|  | <b>Total EPCI</b> | <b>CC</b> | <b>EPCI urbains</b> |
|--|-------------------|-----------|---------------------|
| Politique d'accès ciblée (ZAE, bâtiments publics...) | <b>47 %</b>       | 42 %      | 93 %                |
| Politique d'accès du grand public                    | <b>45 %</b>       | 47 %      | 33 %                |
| Négociation avec les opérateurs                      | <b>44 %</b>       | 44,5 %    | 40 %                |
| Déploiement et financement de l'accès                | <b>18 %</b>       | 17 %      | 26,5 %              |

### Politiques de sensibilisation

Ces chiffres relativement modestes sont confirmés par le nombre peu élevé de communautés impliquées dans les politiques de sensibilisation du grand public - points fixes d'accès public (**8 %**) ; points mobiles (**1 %**) - ou des acteurs communautaires : le taux de formations des agents et élus est seulement de **18,5 %** (34 % dans les agglomérations).

Ce type de politique passe surtout par l'équipement informatique de bâtiments publics : mairies (**16 %**) et écoles (**15 %**).

**En conclusion**, même si du chemin a été parcouru ces derniers mois, beaucoup reste à faire alors que seules **9 %** des communautés ont défini un plan stratégique de diffusion des TIC (8 % des CC / 14 % des groupements urbains).

[www.intercommunalite-tic.com](http://www.intercommunalite-tic.com)